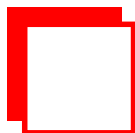


# A CONTRE COURANT

## SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 226 - 1,5 € - Août 2011



Pour l'Emancipation Sociale!

## L'alternative

Mois après mois, semaine après semaine, ce qu'on appelle improprement « *la crise des dettes souveraines* » s'élargit et s'approfondit en Europe – pour ne pas parler des Etats-Unis. Née de décennies de cadeaux fiscaux consentis aux entreprises et aux ménages fortunés, brutalement aggravée il y a trois ans par la nationalisation des dettes privées destinée à sauver le capital financier et le capital tout court de sa déconfiture, elle ne cesse depuis lors de s'envenimer du fait... des remèdes censés y remédier et qui ont noms austérité budgétaire, pression à la baisse sur les salaires, développement de la précarité et du chômage, privatisation des services publics, synonymes de contraction de la demande, de baisse des recettes fiscales et de déficits publics accrus – le tout signifiant une régression sociale programmée.

Le dernier plan européen adopté à Bruxelles le 21 juillet dernier ne s'écarte en rien de cette orientation aussi inefficace que malfaisante. Pour éviter la reconnaissance du défaut de paiement actuel de la Grèce ainsi que les défauts de paiement potentiels du Portugal, de l'Irlande, de l'Espagne et de l'Italie (les fameux PIGS, «PORCS» en anglais, c'est dire comme ils sont considérés...), il prévoit d'allonger les délais de remboursement (jusqu'à trente ans !) et d'élargir l'espace des contribuables qui seront amenés à mettre la main à la bourse. En autorisant le Fonds européen de stabilité financière (abondé par les Etats de l'Union) à racheter des créances douteuses sur les PIGS, c'est l'« européanisation » de la dette qui a été choisie dans un touchant mouvement de solidarité... avec les banques, les compagnies d'assurance et les fonds de placement qui les détiennent et qui s'en trouveront ainsi libérés. Quant aux peuples européens, ils sont du coup conviés à être solidaires des possédants et à s'infliger austérité et régression pendant une génération !



Car, tout comme les précédents, ce « plan de sauvetage » ne fera que compromettre un peu plus encore la situation des finances publiques des Etats européens et de leurs populations. Pour sortir de cette spirale infernale, une autre politique est nécessaire et d'ailleurs possible : elle implique une récusation des dettes publiques et une modification drastique du partage de la richesse sociale en faveur du travail et au détriment du capital; ce qui suppose tout à la fois la création massive d'emplois (socialement utiles et écologiquement soutenables), une hausse des salaires (directs et indirects) et une taxation (fiscale et sociale) des entreprises et des ménages riches à la hauteur de leur capacité contributive. Evidemment, rien de tout cela ne sera possible sans des mobilisations populaires de grande ampleur, dont le potentiel existe (les luttes en Grèce et les récents rassemblements des « indignés » en Espagne en sont autant d'indices) et dont l'européanisation des plans d'austérité peut favoriser l'extension. A nous d'y travailler !

Nous avons découvert le texte ci-dessous dans la revue **«Archipel»** (n° 193 – Mai 2001) qui est le journal mensuel du Forum Civique Européen (pour s'abonner s'adresser à : FCE Le pigeonnier 04300 LIMANS).

Il s'agit d'un appel rédigé par le réseau **«Afrique Europe Interact»** (voir encadré page suivante) qui souhaite que cette déclaration soit diffusée le plus rapidement possible et récolte un maximum de soutiens et de signatures. **«Afrique Europe Interact»** suggère de faire parvenir cet appel à tous vos contacts en leur demandant de le signer et de l'envoyer à <fsf@antira.info>.

# La liberté plutôt que Frontex !

## Pas de démocratie sans liberté totale de circulation

(par Afrique Europe Interact)

**La dynamique du printemps arabe rayonne dans le monde entier. Les soulèvements populaires au Maghreb donnent de l'espoir et du courage, et pas seulement parce que des régimes autoritaires, qui semblaient inébranlables il y a peu, sont enfin renversés. Même si les évolutions ultérieures de ces mouvements restent ouvertes, une ancienne vérité refait surface de manière spectaculaire et ce, à la suite de l'effet domino de la révolution tunisienne: l'Histoire s'écrit par le bas. Les luttes portent sur la pauvreté au quotidien, mais également sur la répression générale, il est donc autant question de meilleures conditions de vie que de dignité. Bref, de «pain et de roses».**

Les événements incroyables qui ont eu lieu sur la place Tahrir au Caire ont révélé une volonté de nouvelles formes d'auto organisation et de démocratie directe. L'aspiration aux mêmes droits pour tous, à l'autonomie et à prendre part à la richesse économique se reflète aussi dans le regain des départs d'embarcations vers l'Europe: aujourd'hui, à partir de la Tunisie, depuis des années à partir du nord et de l'ouest de l'Afrique. Les deux termes «Exit» – se saisir de la liberté de circulation et émigrer à la recherche d'une autre vie, d'une vie meilleure – et «Voice»<sup>1</sup> – l'expression et la lutte sur place – ne sont pas antinomiques. Ils se trouvent bien au contraire dans une relation de réciprocité dynamique.

C'est ce qu'avaient déjà montré les bouleversements de 1989. (...) Si le mur a pu tomber, c'est aussi parce que les gens ont réussi à imposer leur droit de circuler librement. Les discours actuels des responsables politiques occidentaux ont un arrière-goût de mensonge: ils nous rabâchent l'immense menace que représentent les mouvements migratoires venant ou passant par l'Afrique du Nord et l'impératif de mobiliser l'agence européenne de surveillance des frontières, Frontex<sup>2</sup>.

Les gouvernements européens ont longtemps courtisé et soutenu les despotes nord-africains et se sont, dans les dernières semaines, montrés réticents, voire hostiles vis-à-vis des mouvements

### Frontex

**Frontex est peu connue. Basée à Varsovie, chargée de « gérer » les frontières extérieures de l'Europe, elle est dotée d'un conseil d'administration où sont représentés les Etats membres. Son budget est théoriquement contrôlé par le Parlement européen. Ses buts et son fonctionnement - décrits ci-dessous par Jean Ziegler - en disent long sur la vraie nature de « l'Europe » fabriquée par les libéraux.**

Pour défendre l'Europe contre ces migrants, l'Union européenne a mis sur pied une organisation militaire semi-clandestine qui porte le nom de Frontex. Cette agence gère les « frontières extérieures de l'Europe ». Elle dispose de navires rapides (et armés) d'interception en haute mer, d'hélicoptères de combat, d'une flotte d'avions de surveillance munis de caméras ultrasensibles et de vision nocturne, de radars, de satellites et de moyens sophistiqués de surveillance électronique à longue distance. Frontex maintient aussi sur sol africain des « camps d'accueil » où sont parqués les réfugiés de la faim, qui viennent d'Afrique centrale, orientale ou australe, du Tchad, de la République démocratique du Congo, du Burundi, du Cameroun, de l'Erythrée, du Malawi, du Zimbabwe... Souvent, ils cheminent à travers le continent durant un ou deux ans, vivant d'expédients, traversant les frontières et tentant de s'approcher progressivement d'une côte. Ils sont alors interceptés par les agents de Frontex ou leurs auxiliaires locaux qui les empêchent d'atteindre les ports de la Méditerranée ou de l'Atlantique. Vu les versements considérables en espèces opérés par Frontex aux dirigeants africains, peu d'entre eux refusent l'installation de ces camps. L'Algérie sauve l'honneur. Le président Abdelaziz Bouteflika dit : *« Nous refusons ces camps. Nous ne serons pas les geôliers de nos frères.[...] »*.

Jean ZIEGLER – Mars 2008 – Extrait du site du *« Monde Diplomatique »*  
<http://www.monde-diplomatique.fr/2008/03/ZIEGLER/15658>

de contestation dans ces pays. Derrière cette réticence se cachent d'importants intérêts économiques mais également un accroissement de la coopération dans le contrôle des flux migratoires. Les despotes sont devenus des « partenaires » de plus en plus importants au fur et à mesure qu'ils s'affirmaient comme les chiens de garde efficaces d'un régime des frontières européen délocalisé. Il fallait à tout prix endiguer les mouvements migratoires en provenance d'Afrique.

Cette complicité scandaleuse est directement responsable de la mort ou des souffrances de milliers de personnes, en mer mais aussi dans le désert et dans les camps de rétention. En Libye, les migrants subsahariens qui étaient encore récemment privés de leurs droits et livrés à l'arbitraire et aux mauvais traitements systématiques sont actuellement victimes d'une chasse aux sorcières proche du pogrome. L'Union Européenne a offert des millions au dictateur libyen et lui ont livré les techniques de surveillance les plus modernes. Il existe une coopération identique avec les dirigeants marocains et c'était aussi

le cas il y a peu avec le régime tunisien. Dans ce contexte, les révolutions arabes pourraient mettre en échec le projet brutal d'exclusion voulu par l'UE dans l'espace méditerranéen.

La crainte d'un effondrement des systèmes de contrôles migratoires, propagée sciemment par les médias, vient aujourd'hui légitimer le durcissement du régime des frontières européen et la poursuite de sa militarisation, incarnée par Frontex. L'agence européenne de surveillance des frontières complète et renforce les systèmes de contrôles nationaux, ceux-ci s'évertuant depuis des décennies à décourager et à criminaliser les mouvements migratoires. Frontex devrait être mobilisée sur les côtes nord-africaines et y amplifier ses activités de contrôle – comme c'est d'ores et déjà le cas au large des côtes ouest-africaines ou à la frontière entre Grèce et Turquie.

C'est à l'Italie que revient de mener cette opération «Hermès», ce qui est franchement inquiétant: au cours des dernières années, les nombreux «arrangements» entre Berlusconi et Kadhafi ont mené à d'innombrables refoulements illégitimes, en pleine Méditerranée.

née, et l'Etat italien s'est clairement affirmé comme le champion des violations de toutes les conventions des droits humains. Ce n'est pas un hasard si ceux qui sauvent la vie des boat people sont criminalisés; les cas du Cap Anamur<sup>3</sup> et des pêcheurs tunisiens<sup>4</sup>, dont les procès sont toujours en cours en Italie, en sont des exemples flagrants.

Les migrants cherchent une protection ou une vie meilleure en Europe. Ils partent pour échapper à un niveau de vie inférieur, qui trouve essentiellement son origine dans les relations néocolonialistes de domination et d'exploitation entre l'Europe et l'Afrique. L'Europe défend haut et clair les valeurs universelles de liberté et de démocratie, mais il est intéressant de les mesurer à l'aune de l'accueil réservé à ceux qui revendiquent précisément ces mêmes droits.

Frontex, c'est le renforcement d'un régime des frontières meurtrier, en complète contradiction avec l'idée d'un monde de liberté. La mort aux frontières extérieures de l'Europe pourrait déjà appartenir au passé, mais il n'y a aucun signe de volonté politique dans ce sens. Au lieu de cela, les responsables de l'UE mènent une véritable guerre aux frontières extérieures.

Au sein de l'UE, privation des droits et expulsions sont les deux facettes du racisme au quotidien: «l'intégration» est utilisée comme un moyen de pression pour assimiler et exploiter dans le secteur des bas salaires. Mais, cette gestion sélective de la migration se heurte à une résistance et une persévérance défiant toujours un peu plus le système des inégalités et de l'absence de liberté. Ce n'est pas un hasard si c'est en ces temps mouvementés qu'a éclaté en Grèce une grève de la faim menée par 300 migrants maghrébins réclamant leur régularisation. Les diverses luttes pour le droit de séjour et les grèves de nombreux migrants ont fait tache d'huile dans toute l'Europe depuis qu'il y a une quinzaine d'années à Paris, des sans

papiers – surtout originaires des pays africains – avaient commencé à sensibiliser l'opinion publique en revendiquant «Des papiers pour tous !».

Ce qui se passe actuellement dans le nord de l'Afrique et plus loin montre que tout est possible. Finalement il ne s'agit de rien de moins que d'une nouvelle Europe, d'une nouvelle Afrique et d'un nouveau Monde arabe, de développer de nouveaux cadres pour la liberté et l'égalité par l'intermédiaire des luttes transnationales: à Tunis, au Caire ou à Benghazi tout comme en Europe ou dans les mouvements migratoires qui traversent les deux continents.

#### Afrique Europe Interact

1) *Le modèle «exit-voice» a été développé en 1970 par Albert Otto Hirschman, économiste américain né à Berlin. Il s'agit des modalités de résolution des dysfonctionnements observés dans une organisation: les acteurs peuvent apporter deux grands types de réponse. Soit ils adoptent un comportement de fuite (exit), soit ils prennent la parole (voice).*

2) *Voir entre autres, Archipel No 188 (12/2010) Dans le carré magique du refus de l'autre et De Bamako à Dakar, Archipel No 186 (10/2010) Turquie, avec les migrants, Archipel No 185 (09/2010) Un Camp No border à Bruxelles Archipel No 177 (12/2009) Dans la jungle ou dans le zoo, Archipel No 175 (10/2009) Agitation aux frontières extérieures et De Charybde en Scylla.*

3) *Nom de l'ONG et du bateau allemand qui, en 2004, avaient sauvé une trentaine de migrants en Méditerranée et étaient accusés d'aide à l'immigration clandestine.*

4) *Ces sept hommes avaient porté secours, le 8 août dernier, à 44 personnes entassées sur un zodiac qui menaçait de couler, avant de les conduire à Lampedusa (sud de la Sicile). C'est là qu'ils avaient été arrêtés par les autorités italiennes qui les accusaient d'être des passeurs.*

### Le réseau Afrique-Europe-Interact présenté par lui-même

(extraits de leur site internet, à visiter)

«**Afrique-Europe-Interact**» est un petit réseau transnational créé en octobre 2009. Les participants sont, jusqu'à présent, des militants du Mali, d'Allemagne, d'Autriche et de Hollande.

La plupart sont actifs dans le soutien concret aux expulsés, plusieurs d'entre eux ont été créés par des expulsés eux-mêmes. (...) Quelques-uns sont aussi impliqués dans d'autres luttes, (...) aux côtés du «*Mouvement des Sans voix*» (MSV) et des personnes expulsées de leurs terres. (...) En Allemagne ce sont en premier lieu des activistes d'initiatives de base anti-racistes et des groupes de réfugiés autogérés qui participent à ce réseau. (...) Il faut mentionner aussi le «*Forum Civique Européen*» de Vienne solidaire avec le syndicat des ouvriers agricoles andalous EI SOC.

Sur le plan politique, Afrique-Europe-Interact a plusieurs objectifs: renforcer les droits civiques, politiques et sociaux des réfugiés et des migrants (...) par exemple contre l'agence de protection des frontières de l'UE Frontex (...) Il s'agit aussi d'informer en Afrique sur la situation concrète des réfugiés et des sans-papiers en Europe. Afin d'apporter une contribution à une meilleure préparation, c'est-à-dire plus réaliste, des candidats à la migration (...).

«**Afrique-Europe-Interact**» coopère avec des mouvements sociaux qui résistent contre l'exploitation néocoloniale et la domination de l'Afrique (...) et se bat contre les effets catastrophiques du changement climatique en Afrique, de la politique agricole des Etats Unis ou de l'Union Européenne, de la vente au rabais des terres africaines à des entreprises occidentales (...), persuadé que (...) un changement à long terme dans les relations de domination et d'exploitation n'est possible que par une coopération directe, à égalité et conséquente, des mouvements sociaux. (...)

«**Afrique-Europe-Interact**» est en relation avec d'autres réseaux transnationaux déjà existants. Mentionnons à titre d'exemple: *Brücken statt Mauern, Des Ponts Pas Des Murs, Manifeste Euro-Africain, Migreurop ou NoVox International.*

### Silence : on meurt en Méditerranée !

Nous savons que plus de 900 000 personnes sont déplacées à la suite du conflit libyen. 900 000 dont plus de 400 000 en Tunisie – insistons sur ces chiffres !

Nous savons que quelques dizaines de milliers de réfugiés sont littéralement coincés au sud de la Tunisie, malgré les efforts des organisations internationales et tunisiennes et malgré l'immense solidarité du peuple tunisien. Coincés parce que la plupart des pays européens refusent toute perspective de réinstallation sur notre territoire, France en tête. C'est ainsi que depuis le camp de Choucha, devant l'absence de perspectives, des gens rentrent en Libye et essaient de fuir ce pays par la mer.

Nous savons que chaque jour des hommes, des femmes, des enfants meurent en Méditerranée – 1500 – 2000 – 3000 – on ne sait plus très bien. Nous savons et nous nous taisons.

Le silence et l'indifférence de l'Europe deviennent une non assistance à réfugiés en danger. Les pays de la coalition sont entrés en guerre autour du concept de protection des populations civiles. En quoi ce concept de protection ne concernerait-il pas les hommes et les femmes qui fuient le chaos libyen et qui tentent de rejoindre l'Europe pour sauver leur peau ?

Comme si nous ne savions pas que la machine à fabriquer des réfugiés, des sans papiers, des naufragés, augmente chaque jour au rythme des bombardements et de la poursuite de la guerre. Est-il encore possible d'imaginer un sursaut moral de l'Europe, d'imaginer que les navires de l'Otan, que les forces navales françaises et italiennes, que l'agence Frontex mettent d'abord leurs moyens en œuvre pour sauver des vies et non pour se protéger des migrants et des réfugiés ?

Communiqué de «**France Terre d'Asile**», ([www.france-terre-asile.org](http://www.france-terre-asile.org)), début juin 2011.

# La hausse des inégalités de revenus en France : un aveu en demi-teinte

Dans la dernière édition de sa série «Revenus et patrimoines des ménages», l'INSEE rompt heureusement, pour partie du moins, avec sa cécité antérieure à l'égard du creusement des inégalités sociales en matière de revenus en France<sup>(1)</sup>. Il s'est enfin décidé à entendre ce que, depuis deux à trois lustres, nous étions un certain nombre à avoir établi sur la base des résultats... de certaines de ses propres publications.

La présentation des données figurant dans ce document ne peut faire l'économie de l'emploi d'un certain nombre de termes techniques. Ceux-ci sont marqués d'un astérisque et font l'objet d'une explication en annexe. Aux personnes non familières de ce type de documentation, il est recommandé de commencer par lire l'annexe en question (page suivante).

## Des « pauvres » un peu plus pauvres et des « riches » beaucoup plus riches

Certes, l'essentiel des données publiées par l'INSEE continuent à faire apparaître une étonnante invariance des écarts de revenus. Ainsi le rapport interdécile  $D_9/D_1^*$  est-il remarquablement stable depuis une trentaine d'années : entre 1979 et 2008, il n'a oscillé qu'entre 3,3 et 3,5 (page 107). Idem en ce qui concerne le rapport de la médiane\* à la moyenne\*, qui est resté à peu près constante autour de 0,86-0,88 entre ces deux dates (*ibid.*) C'est notamment en se fondant sur de pareils rapports très synthétiques que l'INSEE pouvait affirmer que les inégalités de revenus ne se sont pas accrues en France au cours de la période.

Cette stagnation est cependant déjà elle-même significative puisque le rapport  $D_9/D_1^*$  s'était abaissé de 4,6 à 3,5 entre 1970 et 1979 (*ibid.*) Les années 1980 ont bien marqué une rupture dans la dynamique antérieure de réduction des inégalités dans la distribution de la richesse sociale qui a accompagné les « Trente Glorieuses » d'après guerre.

En fait, pour prendre conscience de l'exacte mesure de l'aggravation des inégalités de revenus, telle du moins qu'elle peut être saisie à travers le filtre nécessairement réducteur de leur enregistrement statistique, il faut s'intéresser aux deux extrêmes de la distribution des revenus. Les « pauvres » tout d'abord. En 2008, le seuil de pauvreté\* se situait aux environs de 950 €. On décomptait alors quelque 7 836 000 « pauvres » en France métropolitaine, représentant 13% de la population des ménages ordinaires (à l'exclusion de ceux dont la personne de référence est étudiante). Selon les mêmes conventions, on en comptait 8 179 000 en 1996, représentant 14,5% de la population (page 113). Le nombre de « pauvres » aurait donc diminué en valeur absolue et relative en France depuis le milieu des années 1990. En fait, son évolution n'a rien de linéaire : à une forte diminution entre 1996 et 2004, où l'on dénombrait 7 382 000

pauvres représentant 12,6% de la population, lié essentiellement à une diminution du chômage entre 1998 et 2002, a bien succédé une période où la pauvreté s'est à nouveau accrue (page 113). Et il est à craindre que les conséquences économi-

ques de la brutale récession de 2009 à la suite du dernier krach financier d'ampleur mondiale de 2007-2008, que les données disponibles n'enregistrent pas encore, n'aient fait qu'aggraver la situation depuis lors.

Les « pauvres » ne sont pas seulement plus nombreux ces dernières années, ils sont aussi plus pauvres. L'intensité de la pauvreté\* s'est en effet accrue, son indice passant de 16,6 à 18,5% entre 2002 et 2008 (*ibid.*). Et, là encore, il y a fort à parier que les toutes dernières n'auront fait que dégrader encore la situation.

Qu'on se rassure pourtant. Tout le monde n'est pas malheureux en France. Il existe même une toute petite minorité qui non seulement n'a pas à se plaindre de son sort, mais qui accapare sans cesse plus de richesse. Si la part des revenus fiscalement déclarés (qui ne constituent qu'une partie des revenus réels<sup>(2)</sup>) détenus par les 90% de foyers fiscaux les moins fortunés a eu tendance à diminuer entre 2004 et 2008, en passant de 72,86% à 72,25%, si celle des 9% suivants est restée quasi constante (de 20,66 à 20,68%), il n'en a pas été de même de celle des 1% restant, constituant le haut de la distribution. Encore convient-il parmi eux de distinguer les premiers 0,9% dont le part s'est élevée de 4,76 à 5,04%, des derniers 0,1% dont la part s'est accrue de 1,72 à 2,03 % (page 137). Autrement dit, pour la première fois, l'INSEE reconnaît bien que, si les inégalités de revenus s'accroissent en France, c'est essentiellement par le haut : c'est que les riches n'ont pas cessé de s'enrichir absolument et relativement.

Ainsi, entre 2004 et 2008, la médiane\* des revenus déclarés par unité de consommation\* s'est-elle élevée, en euros constants 2008, de 17 400 € à 18 300 €, soit en gain de 900 € (+ 5,2%). Sur la même période, le dernier décile  $D_9^*$  est passé de 35 300 € à 37 300 € (+ 1700 €, + 4,8 %), le dernier centile  $Q_{99}^*$  de 80 500 € à 88 200 € (+ 7 700 €, + 9,6 %), le dernier millime\*  $Q_{999}^*$  de 201 300 € à 239 300 € (+ 38 000 €, + 18,9 %) et le dernier dix-millime\*  $Q_{9999}^*$  de 551 900 € à 732 300 € (+ 180 400 €, + 32,7) (*ibid.*) ! On comprend que le



commun des mortels n'était pas dans l'erreur en ayant eu l'impression que les inégalités s'accroissaient en France de manière exponentielle par le haut: que les «très riches» étaient de plus en plus riches ! En dépit des réticences des responsables à le reconnaître, et malgré ses limites, la statistique publique a fini par l'enregistrer.

## Quelques éléments explicatifs : revenus patrimoniaux et « salaires » de la finance

Comment expliquer cette aggravation récente des inégalités de revenu ? Pour répondre au moins en partie à cette question, il convient de scruter la composition des revenus des différentes tranches de la population. Il apparaît alors que, si les revenus du patrimoine ne constituent qu'une

SI ON NE PEUT PLUS FAIRE DE CADEAUX AUX RICHES, POURQUOI EN FERAIT-ON AUX PAUVRES?



part limitée du revenu disponible\* brut (avant impôts directs) des ménages les plus modestes et même des ménages aisés (moins de 5 % jusqu'au cinquième décile\*, à peine 8 % au niveau huitième décile\*), cette part s'élève nettement au dessus : 12,1% au niveau de l'avant-dernier décile\* et surtout 29,1% au niveau du dernier décile\* (page 105). L'INSEE ne fournit malheureusement pas de données pour les

## Annexe

L'étude statistique des inégalités de revenus fait appel à toute une série de définitions et de conventions qui rendent déroutante pour ne pas dire incompréhensible la publication de leurs résultats. Pourtant ceux-ci devraient faire intégralement partie des données du débat politique.

Pour étudier les disparités de niveaux de vie, on considère les *revenus des ménages* plutôt que celui des individus pour tenir compte des économies d'échelle que permet un ménage. Un ménage est le groupe formé par l'ensemble des individus vivant sous un même toit, qu'ils entretiennent ou non des relations de parenté entre eux et quelles que soient leurs liens de parenté. Trois étudiants partageant un appartement pour réduire le coût du loyer pour chacun d'eux forment ainsi un ménage.

Le *revenu disponible* du ménage est composé par la somme des revenus des individus qui le composent, quelle qu'en soit la nature : revenus professionnels (rémunérant une activité salariée ou indépendante), revenus patrimoniaux (loyers et fermages, intérêts, dividendes, «plus-values» résultant de la vente d'actifs, etc.), revenus de transfert publics (revenus sociaux: allocations familiales, allocation de chômage, pensions de retraite, etc.) ou privés (dons de parents ou d'amis), déduction faite des impôts directs et des cotisations sociales acquittés par ces mêmes individus. Dans l'enquête ici exploitée, les revenus ont été évalués à partir des déclarations fiscales, dont la fiabilité est restreinte (cf. note 3).

Pour pouvoir comparer le niveau de vie de ménages dont la taille et la composition sont différentes, on calcule pour chaque ménage le nombre d'*unités de consommation* (UC) qu'il comprend de la manière suivante : on affecte une unité au premier adulte (toute personne de 14 ans ou plus), 0,5 unité à tout adulte supplémentaire et 0,3 unité à tout enfant.

Ainsi un ménage composé de deux enfants (de moins de 14 ans) et de leurs deux parents comprend  $1 + 0,5 + 0,3 + 0,3 = 2,1$  unités de consommation. Le revenu disponible par unité de consommation est le revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation du ménage. C'est lui qui constitue l'indice du niveau de vie des individus composant le ménage. Par la suite, quand il sera question de revenu, il s'agira toujours du revenu disponible par unité de consommation.

Sur cette base, on peut ordonner les ménages par niveau de vie croissant, en

allant du plus «pauvre» (celui dont le revenu disponible par unité de consommation est le moins élevé) au plus «riche» (celui dont le revenu disponible par unité de consommation est le plus élevé). Dans ce continuum, il peut être utile de découper des tranches. On peut ainsi définir un *revenu médian* qui est le revenu *au-dessous* duquel se situe la moitié des ménages qui perçoit les revenus les moins élevés et *au dessus* duquel se situe l'autre moitié des ménages percevant les revenus les plus élevés. Le revenu médian ne doit pas se confondre avec le *revenu moyen* qui est généralement plus élevé, du fait de la présence dans le calcul de ménages aux revenus très élevés.

De la même manière, on définit des *quantiles* : des seuils qui partagent la population en tranches comprenant un même nombre de ménages. Les quantiles les plus ordinairement utilisés sont les *déciles* : le premier décile, noté  $D_1$ , est ainsi le seuil en dessous duquel se situent les 10% de ménages les plus «pauvres»; le deuxième décile, noté  $D_2$ , est le seuil au dessous duquel se situent les 20% de ménages les plus pauvres ; et ainsi de suite jusqu'au neuvième décile, noté  $D_9$ , qui constitue le seuil en dessous duquel se situent les 90% les plus «pauvres» et, donc, simultanément, au dessus duquel se situent les 10% les plus «riches». Le *rapport interdécile*  $D_9/D_1$  est le rapport entre le revenu du plus «pauvre» des 10% des ménages les plus «riches», et le revenu du plus «riche» des 10% des ménages les plus pauvres. Son évolution est un indice de l'accroissement ou de la diminution des inégalités.

L'éventail des revenus étant très ouvert dans le haut de la distribution, il a été utile d'introduire des quantiles plus fins au-delà du dernier décile. Ainsi définit-on le dernier *centile*, noté  $Q_{99}$ , qui est le seuil au-dessus duquel se situe le centième des ménages qui perçoit les revenus les plus élevés ; le dernier *millime*, noté  $Q_{999}$ , qui est le seuil au-dessus duquel se situe le millième des ménages qui perçoit les revenus les plus élevés ; et le dernier *dix-millime*, noté  $Q_{9999}$ , qui est le seuil au-dessus duquel se situe le dix-millième des ménages qui perçoit les revenus les plus élevés.

- Le *seuil de pauvreté* est conventionnellement fixé à 60 % du revenu médian. En 2008, il se situait à 950 €. Etait donc pauvre en ce sens une famille composée des deux parents et de leurs deux enfants dès que son revenu disponible était inférieur à  $1995 \text{ €} = 955 \text{ €} \times 2,1$ . Quant à l'*intensité de la pauvreté*, elle se mesure par l'écart (en %) entre le revenu moyen des ménages pauvres et le seuil de pauvreté. Ainsi dire que, en 2008, l'intensité de la pauvreté était de 18,5% signifie qu'en moyenne les ménages pauvres ne disposaient que de  $774 \text{ €} = 950 \text{ €} - 950 \times 18,5 \text{ €}$  par unité de consommation.

quantiles\* composant ce dernier décile\*, au sein desquelles cette part devient encore plus importante ; ce qui ferait apparaître que, pour les ménages les plus fortunés, les revenus perçus ne sont pas principalement des revenus d'activité (salariée ou indépendante) ni a fortiori des revenus de transferts sociaux (prestations sociales) mais des revenus patrimoniaux, autrement dit des revenus procédant de la possession de titres divers (de propriété ou de crédit) qui sont autant de droits à prélever, sous différentes formes, une partie de la richesse sociale produite par d'autres et/ou initialement distribuée à d'autres. Et l'on peut en déduire, sans craindre de se tromper beaucoup, que c'est cette part prépondérante des revenus patrimoniaux dans le haut de la distribution qui explique l'envolée des plus hauts revenus au cours de ces dernières années. C'est d'ailleurs ce que l'INSEE doit reconnaître du bout des lèvres: « Cette progression plus forte des revenus par UC [unité de consommation\*] dans le haut de la distribution est principalement liée à une progression importante des revenus du patrimoine qui sont fortement concentrés. » (page 136).

Mais on chercherait désespérément dans le document à en savoir plus, tant l'INSEE reste discret sur la question. Au contraire, les données publiées sur la performance des placements dits à risques (actions cotées, obligations d'Etat, assurance-vie, bons de capitalisation) font curieusement apparaître des taux de rendement réels à peine supérieur à ceux des placements sans risques (livrets d'épargne, livrets développement durable, plans et compte épargnes logement, etc.) (pages 140-143). Heureusement que les nantis ne lisent pas les publications de l'INSEE : cela risquerait de les dégoûter de se porter sur les marchés financiers !

Cet écran de fumée se dissipe cependant si l'on vient consulter d'autres données publiées par la statistique publique. Par exemple, les Comptes nationaux. On peut alors constater que, au sein des revenus primaires des ménages, entre 1998 et 2008, la masse des salaires et traitements n'a crû que de 50,5% alors que celle de l'ensemble des revenus patrimoniaux a augmenté de 88% et que celle des seuls revenus issus de la propriété du capital (revenus distribués des sociétés, dividendes, autres revenus distribués des sociétés) se sont pour leur part accru de près de 165%, soit environ trois fois plus que les salaires<sup>(3)</sup>. Indice parmi d'autres d'une distorsion croissante dans le partage de la valeur ajoutée au détriment du travail (salarié) et au profit de

la propriété du capital. Au moins sait-on ainsi à quoi et à qui il s'agit de s'en prendre pour casser cette dynamique du « toujours moins » pour le plus grand nombre qui permet à une toute petite minorité d'afficher un insolent et cynique « toujours plus ».

Alain Bihr

1) Le document est disponible en ligne à l'adresse suivante :

[http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=REVPME\\_N11](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=REVPME_N11) Sauf indication contraire, toutes les données chiffrées sont tirées de ce document. Les références de page renvoient à la version disponible en ligne au format PDF.

2) Par le biais de l'optimisation et de l'évasion fiscale, et bien évidemment de



la fraude fiscale, une part importante des revenus du travail indépendant et surtout des revenus patrimoniaux échappent à la connaissance du fisc. Or ces revenus se concentrent fortement dans le haut de la distribution. Ce qui permet de dire que les écarts de revenus enregistrés sur la base des données fiscales sont très certainement nettement inférieurs à ce qu'ils sont en réalité.

3) Cf. [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat\\_an\\_nu/base\\_2005/donnees/xls/t\\_7401.xls](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_an_nu/base_2005/donnees/xls/t_7401.xls)

**Le communiqué ci-dessous, publié par la CNT en mars dernier, fournit quelques éléments sur la manière dont se répartissent les richesses créées...**

## De l'argent ? Il y en a dans les poches du CAC 40 !

On vit dans la crise. Ça dure depuis 30 ans et, on le sait tous, ça va encore durer. Nos politiciens s'emploient assez à nous le répéter : il va falloir se serrer la ceinture et renoncer encore à quelques acquis sociaux car on ne peut vraiment pas faire autrement.

Pourtant c'est sans aucune honte que les entreprises du CAC 40 qui, à travers le Medef et le gouvernement s'emploient à « détricoter les acquis sociaux », viennent d'annoncer 83 milliards d'euros de bénéfices pour 2010.

Une partie de ces milliards, accumulés par la sueur des salariés, permettraient très largement d'assurer les besoins élémentaires de toute la population hexagonale et de maintenir et de développer les solidarités. Et comme une partie de ces sommes provient des activités d'entreprises françaises à l'étranger, la distribution des richesses à tous les travailleurs de ces régions serait, plus que jamais, le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté.

Au lieu de ça plus de 40 de ces milliards seront reversés aux actionnaires sous forme de dividendes, creusant encore un peu plus les inégalités sociales entre riches et précaires, entre rentiers et travailleurs. Pour rappel, les profits des entreprises du CAC 40 ont augmenté de 89% depuis 2009. Pas mal en pleine « crise ».

Il faudra bien rappeler ce genre de chiffres aux escrocs qui veulent nous faire croire que cette crise touche tout le monde alors qu'elle n'est rien d'autre qu'un argument des capitalistes pour justifier leurs politiques toujours plus antisociales.

En tous cas, comme le chantent les cortèges de la CNT, « De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat » et un mouvement social d'ampleur, comme celui de l'automne dernier, serait l'occasion de rappeler quelques principes de justice sociale à ceux qui nous gouvernent. En attendant de partager nous-mêmes le gâteau !

# Atomes très crochus...

L'amorce d'une sortie résolue du nucléaire n'étant, malheureusement, point imminente sous nos latitudes, il ne me semble nullement superfétatoire de remémorer brièvement les circonstances dans lesquelles les irresponsables au sommet de l'exécutif engoncèrent la France dans cette voie aussi dangereuse qu'onéreuse.

Si la genèse du nucléaire hexagonal reposa sur un usage militaire, son histoire irrigue, de manière fort édifiante, celle de «*la gauche*».

Le 4 mai 1939, le physicien Frédéric Joliot, membre du Parti communiste, déposa via la Caisse nationale de la recherche scientifique (Paris) à l'Office national de la propriété industrielle, en compagnie de ses collègues du Collège de France, Hans von Halban et Lew Kowarski, le brevet «*Cas N° 3*», intitulé «*Perfectionnement aux charges explosives*», le mode d'emploi de la bombe A. Sous son égide, la France acquit l'intégralité de l'eau lourde norvégienne et s'assura de l'approvisionnement en uranium dans le Haut-Katanga (Congo) ; elle devint la première importatrice de ce minéral. Le co-lauréat, avec son épouse Irène, du Prix Nobel de chimie, en 1935, dirigea, dès sa création, le 18 octobre 1945 par le général Charles de Gaulle, le Commissariat à l'énergie atomique. Il en fut évincé après qu'il eut lancé, le 19 mars 1950, l'Appel de Stockholm afférent à l'interdiction absolue de l'arme de destruction massive dont il apparut, avec les physiciens d'obédience socialiste, Francis Perrin et Yves Rocard, comme un des géniteurs. Taraudé par ce que je qualifierais de «*syndrome Frankenstein/Einstein*», le concepteur de la pile «*Zoé*» au fort de Châtillon (à cinq kilomètres au sud de la capitale) réalisa avec effroi l'incommensurable nocivité de son «*œuvre*». Le décret du 26 octobre 1954, signé par Pierre Mendès-France, président du Conseil, matérialisa noir sur blanc la détermination de construire le terrifiant engin de mort. Guy Mollet, qui cornaqua, sous la bannière de la Section française de l'Internationale ouvrière, le gouvernement entre le 1<sup>er</sup> février 1956 et le 13 juin 1957, avalisa le plan quinquennal incluant la force de frappe, alors qu'il avait longtemps prôné une position «*pacifiste*», majoritaire dans sa formation.

## Pas d'un iota

Au printemps 1976, Charles Hernu, qui ne se doutait pas encore qu'il deviendrait, cinq ans plus tard, le chou-chou des galonnés, Robert Pontillon, Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane et Lionel Jospin achevèrent, au fil de motions internes aux tournures plutôt floues, de convertir le PS au nucléaire militaire. L'adhésion au volet civil suivrait incessamment. Au préalable, à l'aube d'un scrutin que beaucoup considérèrent comme crucial, il convenait de se démarquer du giscardisme. Le projet socialiste, édité au 1<sup>er</sup> trimestre 1980, insista sur «*l'organisation d'un débat démocratique, non biaisé*», impliquant «*une opinion informée disposant d'un esprit critique...*». La nouvelle majorité voterait dès son accession aux leviers de l'État une loi garantissant «*les modalités de contrôle des citoyens et des élus sur le processus de décision*», tant nationalement que régionalement, y compris dans le domaine de la sûreté des installations. Ces points figurèrent également dans les fameuses «*110 propositions*», dont les auteurs promirent de veiller à une diversification des sources, de pair avec une vaste palette d'économies d'énergie... Au lieu de cela, les gouvernants propagèrent le chauffage électrique, une de ces aberrations d'envergure qui germent régulièrement dans le cerveau déjanté de bureaucrates patentés et de leurs hommes-liges. Si aujourd'hui la France végète, à l'échelle de la «*vieille Europe*», en queue de peloton quant à la promotion du solaire et de l'éolien, nous le devons essentiellement à celles et ceux qui jurèrent, avec des accents rimbaldiens, de «*changer la vie*» !...

François Mitterrand abandonna simplement le projet de Plogoff<sup>(1)</sup>, à la pointe du Raz (Finistère) et raya l'extension du camp dévolu aux jeux guerriers sur le plateau du Larzac. Assumant pleinement «*l'héritage*» de ses prédécesseurs<sup>(2)</sup>, le «*florentin*», maître ès-esquive et manipulation, s'empressa d'enterrer le moratoire, comme l'idée d'une consultation du Parlement et a fortiori des citoyen(-ne)s, accéléra les constructions en cours, en engagea d'autres, tout en ne modifiant pas d'un iota l'option de la dissuasion. Je rappelle qu'Anne Lauvergeon, récemment blackboulée par Nicolas Sarkozy des rênes d'AREVA, fut une sherpa et une groupie du «*sphinx*».

Nous avons loupé le coche du nécessaire tournant à l'été 1981, lorsque l'électricité d'origine nucléaire représentait 38% du «*mix*». Au terme de la première (et unique) législature socialo-communiste sous la cinquième République, le chiffre avoisina les 60%. Après la cohabitation du 20 mars 1986 au 10 mai 1988, avec Jacques Chirac à Matignon, le retour du PS aux affaires (jusqu'au 29 mars 1993) coïncida avec le quasi-bouclage du parc des centrales. Depuis, la proportion du courant généré par la fission ne variera plus guère : entre 75 et 78%, peu ou prou le double de «*l'état des lieux*» initial. Un des rares domaines où notre pays occupe la première place au classement mondial ! La nomination de deux Verts au sein du cabinet de Lionel Jospin en qualité de Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Dominique Voynet (4 juin 1997 – 9 juillet 2001), puis Yves Cochet (10 juillet 2001 – 5 mai 2002), n'impulsa aucune esquisse d'alternative. L'actuelle maire de Montreuil signa une dizaine de décrets concernant cette occurrence, par exemple l'introduction du combustible MOX dans les installations de Chinon (Indre-et-Loire), l'érection de deux tranches à Civaux (Vienne) ou encore l'autorisation d'un chantier en vue de l'enfouissement éventuel de déchets radioactifs à Bure (Meuse)... Elle consentit par ailleurs à la culture de maïs et d'un soja transgéniques...

## Addictions

Édith Cresson dont les diverses malversations (corruption, favoritisme, népotisme...) ne pesèrent pas pour peu dans la chute, le 16 mars 1999, de la Commission européenne présidée par le Luxembourgeois Jacques Santer, se singularisa de manière éhontée par ses partis pris en faveur des géants atomique et pétrolier. Alors qu'elle avait notamment en charge à Bruxelles le programme «*JOULE*», miss «*rien à cirer*» sabra sciemment, avec le concours de collaborateurs zélés, 655 millions de francs budgétés pour les énergies renouvelables. Des hauts-fonctionnaires tripatoùillèrent des études portant sur 936 projets, solaires ou éoliens, en provenance de toute l'Europe. Grâce soit rendue à l'Irlandaise Nuala Ahern et aux Allemands Hiltrud Breyer et Wilfried

Telkämper<sup>(3)</sup>, élu(-e)s de la fraction verte au Parlement strasbourgeois, qui dévoilèrent ces ignobles turpitudes demeurées impunies.

Dans leur essai, *Les vies cachées de DSK* (Le Seuil, mars 2000, 249 pages, 18,30 €), Véronique Le Billon et Vincent Giret, journalistes au mensuel *L'Expansion*, consacrent le chapitre «*Ministre privé*» à certaines prestations «*intellectuelles*» exécutées par Dominique Strauss-Kahn. On y apprend ses accointances, aussi vénales qu'idéologiques, avec le lobby nucléaire. Après sa défaite aux législatives de mars 1993, le recalé de l'ÉNA créa DSK Consultants. Entre 1994 et 1996, EDF lui versa environ 1,5 million de francs, en particulier pour avoir favorisé la coopération franco-allemande sur l'EPR (Siemens/Framatome). Il se ficha comme d'une guigne que la Cour des comptes l'épinglât pour le montant de ses émoluments. De la Cogéma, le natif de Neuilly-sur-Seine palpa quelque 600 000 francs pour des interventions auprès de députés sociaux-démocrates qu'il s'agissait de convaincre quant à l'opération susvisée. Il «*pi-gea*» aussi pour l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Au total, il perçut jusqu'en 1997 en moyenne 200 000 francs par mois pour quelques rapports, courriers, entretiens de visu et coups de fil... Alors que son... addiction à...l'atome lui avait rapporté gros, quelques-un(-e) de ses affidé(-e)s prétendent que l'ex-ponté du FMI envisageait un désengagement de ce mode de production énergétique. Bien avant les événements survenus, le 14 mai dernier, dans la suite 2806 du Sofitel de Manhattan, celui qui avait trop longtemps entretenu la fiction quant à son pouvoir de «*séducteur*» quasi irrésistible avait déclaré qu'il «*n'est pas souhaitable que l'humanité y renonce...*»<sup>(4)</sup>. Pas au harcèlement sexuel, au nucléaire !...

Après l'accident survenu à Fukushima, suite au séisme du 11 mars dernier, irritée par la résurgence de la polémique autour d'une technologie de toute évidence guère maîtrisable en cas d'emballement et potentiellement à très haut risque, Ségolène Royal avait reproché aux écologistes de ne pas respecter un «*délai de décence*». Benoît Hamon demande un «*inventaire précis*». Je l'affranchis ? La France compte cinquante-huit réacteurs d'une puissance globale de 63260 mégawatts (quarante-quatre

## Italie : «*Bunga-Bunga*» antinucléaire

Le dimanche 12 et le lundi 13 juin, 57% des Transalpin(-e)s (quorum nécessaire : 50% plus une voix) se sont déplacés aux urnes à l'occasion d'un référendum d'initiative populaire de prime importance. 94,7% des citoyen(-ne)s ont rejeté l'implantation d'ici 2020, voulue par Silvio Berlusconi, de quatre nouveaux réacteurs, en coopération avec AREVA et EDF. Ce résultat sans appel, qui amplifie le «*No*» prononcé il y a 24 ans, signifie «*un adieu définitif au nucléaire*», se réjouit Stefano Ciafani, Directeur scientifique de l'organisation écologiste Legambiente à Rome. Par ailleurs, les électeur(-trice)s ont également rejeté à 95,8% la privatisation des services de l'eau et à 95,1% l'immunité pénale du grotesque Cavaliere, en bien mauvaise posture.

René HAMM

sur les berges d'un cours d'eau, quatorze en bord de mer) répartis sur dix-neuf sites. Seuls les States la devançant : cent quatre. Jack-«*Il n'y a pas mort d'homme*»-Lang ne craint pas d'être foudroyé par le ridicule en pérorant sur une «*énergie pacifique, non-polluante*».

François Hollande estime qu'abandonner une industrie «*où on est sans doute les meilleurs*» (sic) serait «*ni économiquement sérieux, ni écologiquement protecteur, ni socialement rassurant*». On concédera au moins au président du Conseil général de Corrèze une franchise qui tranche avec les louvoiements cha-

(1) Le 16 mars 1980, 50 000 personnes manifestèrent à l'occasion de la clôture de l'enquête d'utilité publique. Le week-end des 24 et 25 mai, près de 150 000 opposant(-e)s se rassemblèrent face à la Baie des trépassés, quelque 60 000 restèrent pour un fest-noz. Je signale le documentaire en 16 mm de Nicole et Félix Le Garrec, Plogoff : des pierres contre des fusils (112 minutes), sorti le 19 novembre 1980, qui avait attiré 250 000 intéressé(-e)s dans les salles obscures, ainsi que l'ouvrage de Gérard Borvon, Plogoff, un combat pour demain, paru le 15 juin 2004 aux Éditions Cloître à Saint-Thonan (Finistère), 224 pages, 19 euros chez l'auteur, animateur de l'association S-Eau-S : 20 rue des frères Mazéas 29800 Landerneau.

(2) Le 5 mars 1974, le premier ministre Pierre Messmer, disposant des pleins pouvoirs en raison de la maladie du Président Georges Pompidou (qui s'éteignit, le 2 avril suivant), lança la construction de la première ligne de TGV reliant Paris à Lyon et un gigantesque programme prévoyant six réacteurs par an pendant une décennie. Valéry Giscard d'Estaing en appliqua une partie.

(3) Cf. mon interview du Saxon ainsi que mon papier «*L'Europe à hue et à dia*» dans ACC de mai 1999. Le 16 juin 2007, il a adhéré au parti Die Linke (La Gauche). Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010, il préside aux destinées du Centre pour le dialogue international et la coopération, une entité de la Fondation Rosa Luxemburg, à Berlin.

(4) *La flamme et la cendre*, Grasset, janvier 2002, 395 pages, 20 €. Dans cet assemblage de deux vocables que le thuriféraire de «*l'économie de marché*» avait récupérés dans un discours de Jean Jaurès, je perçois aujourd'hui, sans persiflage excessif, une métaphore de sa trajectoire, tant politique que privée...

(5) *Le Monde* du 16 mars 2011. Le 8 avril, celle qui évitait de se retrouver seule avec DSK dans un endroit fermé avait signé, avec Christophe Caresche, Jean-Paul Chanteguet, et Géraud Guibert, dans le quotidien vespéral, une tribune titrée «*Sortons du nucléaire*».



fouins d'autres hiérarques siégeant au 10 rue de Solférino.

Aurélié Filippetti, députée de la Moselle, a pris sans ambiguïté ses distances avec la position du bureau national, «*une vision dépassée*»<sup>(5)</sup>. Elle a exhorté ses «*amis socialistes à une prise de conscience*». Mouais !

René HAMM  
Le 9 juillet 2011



# Dettes publiques : comprendre pour agir

Sur le problème des dettes publiques, si nous restons les bras ballants, en attendant que ça se passe, ça se passera mal. Les possédants, eux, n'attendent pas : ils sont à l'offensive, sans états d'âme, partout dans le monde.

A nous, en bas, de construire la riposte. En commençant par s'informer pour ensuite informer autour de soi.

Depuis quelques mois, nous essayons de fournir à nos lectrices et lecteurs des éléments pour comprendre et pour agir.

Nous continuons ici dans cette voie et nous continuerons dans les prochains numéros, dans l'espoir de contribuer ainsi, avec beaucoup d'autres, à l'émergence d'un réseau de réflexion et d'action qui prendrait de l'importance. Mais cela ne peut pas se faire sans vous, lectrices et lecteurs...

## Le mystère de la chambre forte

Comment l'inspecteur de police HomoAttacus (dans son pays, on prononce attacous) de la brigade financière va découvrir, à l'occasion d'une enquête diligentée par Mr Tricker gouverneur de la Central Bank, la création de la monnaie, les mécanismes du crédit, les jeux de la spéculation, la dette, les raisons du séisme financier de 2007 provoqué par le typhon Poséidon ...

Une nouvelle policière qui enchantera utilement nos vacances ... ou nos non-vacances d'été et dans laquelle le suspens le dispute à l'enseignement. Nous y sommes tenu/e/s en haleine de la page 1 à la page 13. A lire partout, sur la plage ou sur les bancs du parc public voisin.

Sur le site de Jean marie HARRIBEY <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/chambre-forte.pdf>

Tiré de l'ouvrage d'ATTAC "Le piège de la dette publique, Comment s'en sortir" Les Liens qui libèrent, 2011.

Pour s'informer et informer :

## Un tract argumentaire

Dans les colonnes d'ACC nous avons fait paraître ces dernières années de nombreux textes sur la dette publique. En cherchant bien, vous pourrez les retrouver sur notre site ([www.acontrecourant.org](http://www.acontrecourant.org)) où figurent en archive plusieurs dizaines de numéros de notre revue.

Le tract que vous trouverez ci-après (**4 raisons pour abolir la dette publique**) est une synthèse de ce que nous avons déjà dit sur le sujet. Nous espérons que vous le diffuserez largement, totalement ou partiellement, avec la mention de son origine ou sans cette mention, peu importe. Nous le mettrons en ligne sur notre site pour que vous puissiez aussi lui assurer une diffusion internet aussi large que possible. Nous mettrons également en ligne une version rédigée par un autre groupe militant. A vous de choisir.

## La crise globale du capitalisme

*«A l'heure de la crise du capitalisme qui prend la forme de la crise des dettes dites souveraines, de la réaction indignée des peuples qui la subissent et de l'imposition despotique des politiques d'austérité, il a semblé nécessaire de republier des textes parus dans ACCpES de novembre 2008 à septembre 2010 : non seulement parce qu'ils n'ont pris aucune ride par rapport à l'actualité présente, mais surtout parce que les éléments d'explication et de description des effets dévastateurs de la «destruction créatrice» du capital sur les classes populaires sont plus que pertinents. Ceux qui les liront ou les reliront se convaincront que la prétendue refondation du capitalisme sans l'amère potion d'une paupérisation accrue des dominés est un leurre, tout comme les alternances électorales sans alternative. La seule voie positive, c'est celle de la lutte consistant pour le moins à faire rendre gorge à la «bancocratie» et aux spéculateurs. L'enjeu n'est pas mince. Les mobilisations récentes que ce soit en Grèce, en Espagne et au Portugal démontrent, s'il en est besoin, que l'inversion du rapport de force au profit des salariés, des précaires et des chômeurs, implique un haut degré d'organisation et de détermination et une stratégie de mise en cause des institutions et du pouvoir dit représentatif que n'ont pas encore atteint les acteurs des mouvements sociaux. Toutefois, le réveil des classes populaires, leur volonté offensive, notamment en Grèce, ouvrent la voie qu'il était vain d'espérer il y a encore quelques mois.»*

C'est le préambule de la prochaine édition du n° 10 des **Cahiers de l'éducation populaire** édité par les Amis de l'Emancipation Sociale sur le thème «**La crise globale du capitalisme, des Etats-Unis à la Grèce. Entre colère et désignation ?**» 5 € - à commander à Odile Mangeot 43 J rue Jean Jaurès 70200 Lure ou à [Odile-Mangeot@wanadoo.fr](mailto:Odile-Mangeot@wanadoo.fr)

Le n° 11, en préparation, sera plus précisément consacré à la dette publique. Nous vous en reparlerons.



Rencontre à Thann (Haut-Rhin), le dimanche 18 septembre 2011 :

## Comprendre et agir sur le problème de la dette publique

Cette rencontre est proposée par les équipes d'ACC et des AES; elle est ouverte à tous ; elle se déroulera le dimanche 18 septembre 2011 à partir de 9h 30 dans une salle du cercle St Thiébaud, 22 rue Kléber à Thann. Il suffit de se sentir concerné par le problème de la dette, d'avoir envie d'y réfléchir et de réagir, pour s'y inscrire.

Internet ou la lecture d'ACC, c'est bien. Questionner, débattre et faire des propositions **en présence** d'interlocuteurs autour d'une table, c'est mieux. Et c'est plus efficace si on souhaite s'organiser pour agir avec d'autres. On s'appuiera bien sûr sur le travail très riche déjà réalisé sur ce sujet par le CADTM qui a organisé début juillet une université d'été à laquelle ont participé des militants des AES qui seront présents à Thann.

Pour s'inscrire vous pouvez téléphoner au : 03 89 82 14 75 (Daniel Walter) ou écrire à : A Contre Courant BP 12123 68060 MULHOUSE Cedex 2.

# 4 AOUT 2011 = 4 RAISONS POUR ABOLIR LES DETTES PUBLIQUES AU NORD COMME AU SUD !

## Raison 1

**La dette publique est la conséquence d'une fiscalité injuste.** Abolir la dette publique, ce n'est jamais que faire payer en bloc aux «gros» contribuables leur arriéré d'impôts.

En effet, pourquoi les Etats sont-ils de plus en plus endettés ?

- Non pas parce qu'ils dépensent trop : en France, par exemple, la part des dépenses publiques par rapport au PIB est restée à peu près fixe depuis 1980 -celle des recettes a baissé-,
- Mais parce qu'ils ne prélèvent pas assez d'impôts, en taxant à la hauteur de leurs capacités contributives les entreprises et les ménages titulaires de hauts revenus et d'un gros patrimoine : les baisses des seuls impôts consenties depuis 2000 sont responsables de 400 milliards d'euros de dette publique, soit près du quart de cette dette, équivalent à 20 % du PIB (Produit Intérieur Brut) !

## Raison 2

La dette publique et la prétendue nécessité de la rembourser sont **directement responsables de l'aggravation des inégalités de revenus et de fortunes.**

En effet, la dette publique est un mécanisme qui permet tout à la fois :

- **d'enrichir doublement les plus riches.** D'une part, en tant que contribuables, elle leur évite d'avoir à payer les impôts et les cotisations sociales qu'ils sont en capacité et en devoir de payer. D'autre part, en tant que créanciers de l'Etat et des organismes de protection sociale, ils touchent des intérêts sur l'argent qu'ils ont prêté et qu'on aurait dû leur prélever.
- **d'appauvrir doublement les plus pauvres.** D'une part, comme contribuables, parce qu'ils voient leur impôts et cotisations sociales augmenter pour rembourser la dette publique. D'autre part, comme usagers des équipements collectifs et des services publics et comme ayants-droits des prestations sociales, parce qu'ils sont victimes de la diminution des dépenses publiques destinée à limiter les déficits publics.

**La dette publique est  
une redistribution à l'envers.**

→

# Raison 3

**La dette publique aggrave l'instabilité économique** que la domination du capital financier fait régner aujourd'hui sur le monde entier.

- Les titres des dettes publiques sont détenus par les organes du capital financier (grandes banques, compagnies d'assurance, fonds de placement, fonds de pension, etc.) qui centralisent l'épargne des entreprises et des ménages riches pour la prêter aux Etats. Ces titres constituent aujourd'hui près de la moitié de l'ensemble des actifs (possessions) du capital financier au niveau mondial.
- Ces titres des dettes publiques sont particulièrement sûrs. Car un Etat est plus rarement en situation de défaut de paiement qu'un particulier (entreprise ou ménage) et ne fait jamais faillite.
- La possession massive de tels titres incite donc le capital financier à se lancer dans toutes sortes d'opérations spéculatives à haut risque dont l'échec éventuel est payé... par les contribuables sous forme de plans de sauvetage. Cela a été le cas lors de la crise dite des *subprimes* il y a trois ans, contribuant ainsi à alourdir les dettes publiques !

# Raison 4

**La dette publique, aliénation de la souveraineté des Etats et surtout de la souveraineté des peuples.**

- Les dettes publiques constituent un moyen de pression et de chantage sur les gouvernements de la part du capital financier qui leur dicte leurs politiques d'austérité budgétaire et de régression sociale. Ces gouvernements perdent ainsi toute autonomie et ne sont plus que des marionnettes entre les mains de leurs créanciers.
- Ce qui se trouve ainsi bafoué, ce n'est pas seulement la souveraineté des Etats. C'est encore et surtout la souveraineté des peuples dont la volonté, telle qu'elle s'exprime dans les Constitutions et par les élections, est ouvertement ignorée avec le plus grand mépris.

**La dette publique institue une véritable dictature** qui transforme nos gouvernants en pantins et ruine la souveraineté populaire. Elle crée ainsi une situation contre laquelle l'insurrection devient non seulement un droit mais un devoir :

*«Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.»*

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793, article 35

# Dettes publiques : ils l'utilisent pour cogner

**Le texte dont nous publions ici des extraits date de février dernier. Il était presque seul à décrire ce que tout le monde dit aujourd'hui : la dette des Etats-Unis explose (au point qu'Obama demande que le plafond autorisé soit relevé).**

**Mais on a assez peu entendu parler des destructions sociales perpétrées par des gouvernants asservis aux possédants pour, prétendent-ils, surmonter la crise. L'énumération ci-dessous peut donner une idée de ce qui va se passer si nous ne parvenons pas à organiser une riposte de grande envergure.**

**La bourgeoisie actionne tous les leviers dont elle dispose : les Etats et toutes les institutions internationales sont mis à contribution pour sauver les riches. En Europe, il est prévu de constitutionnaliser la purge sociale. Rien que ça. Et en face, qui s'opposent à ce projet ?...**

**Voyez ci-dessous la liste des organisations (françaises) qui protestent et signent un communiqué paru à la mi-juillet dont nous publions des extraits. Vous en déduirez vous-même la (longue) liste des non-signataires... en vacances ?...**

## La dette publique des Etats-Unis

Fin décembre 2010, la dette publique des Etats-Unis a dépassé 14 billions de dollars ! Pour accumuler le dernier billion (1000 milliards), il n'a fallu que sept mois. Fin 2008, elle s'élevait encore à 10 billions de dollars. (...)

Les Républicains ont milité avec succès (...) pour les réductions fiscales décidées sous George W. Bush, cadeaux aux riches et super riches. Secondairement, viennent les revendications de la réduction des dépenses dans le secteur de l'armement. (...). Finalement, on a décidé des mesures que nous Européens ne pouvons pas (encore) imaginer :

\* A Detroit, la moitié des écoles ont été fermées, ce qui fait monter le nombre d'élèves par classe à 62. Le maire de Detroit veut réduire de 20% les dépenses pour la police et pour l'enlèvement des ordures ménagères. Le maire de New York Michael Bloomberg a réduit de 20% l'effectif des sapeurs-pompiers, et veut procéder à des licenciements dans toutes les administrations publiques.

\* Le gouverneur de New York Andrew Cuomo veut fermer 20% des services de l'Etat. L'Illinois a adopté une hausse des impôts sur les revenus de 66% et n'a plus payé ses fonctionnaires depuis six mois. A Prichard, en Alaska, les retraités ne reçoivent plus leur pensions. Le gouverneur de New Jersey a lui aussi interrompu le paiement des retraites.

\* Au New Jersey il reste un trou budgétaire de 10 milliards de dollars bien qu'un milliard ait déjà été économisé dans les écoles par le licenciement de professeurs.

\* A Newark, les réductions drastiques des dépenses policières ont mené à une augmentation nette du taux de délinquance.

\* La deuxième ville la plus dangereuse aux Etats-Unis, Camden, a licencié la moitié des agents de police.

\* En Géorgie, le Clayton County a aboli les services d'autobus publics pour économiser 8 millions de dollars.

\* La police d'Oakland ne réagira plus à certains incidents comme les dégâts faits aux voitures, le vol qualifié et les infractions.

\* L'Arizona ne paie plus les transplantations d'organes pour les personnes assurées dans le programme de santé d'Etat Medicaid. L'Arizona a vendu les bâtiments du Capitole, de la Cour Suprême et de l'administration.

\* Partout aux Etats-Unis, les dégâts sur les routes asphaltées ne sont plus réparés. Les trous sont remplis par du gravier, ce qui revient moins cher.

Source : Interinfo, février 2011, n° 386

## Projet de constitutionnalisation de la purge sociale

(Extraits d'un communiqué signé par 13 organisations)

«L'Union européenne et les gouvernements utilisent les dettes publiques pour imposer aux peuples d'Europe une véritable purge sociale. Alors que les banques et autres opérateurs financiers n'en finissent pas de spéculer sur les dettes publiques, il faudrait que ce soit les populations qui payent une crise dont les marchés financiers sont les premiers responsables et uniques bénéficiaires.

C'est pour cela que les gouvernements de l'Union, la Commission et le Parlement européen, avec la participation active de la BCE et du FMI, veulent imposer une nouvelle gouvernance économique asservie à la finance avec pour objectif de mettre sous surveillance accrue les budgets nationaux, de durcir les sanctions contre les Etats (dépensiers).

Le pacte « euro plus » sert déjà à imposer l'austérité, la baisse des salaires des pensions et des retraites, la diminution du nombre de fonctionnaires, la flexibilité du travail, le recul de l'âge du départ en retraite, la casse des systèmes de protection sociale, tout en réduisant les pouvoirs des organisations syndicales. (...) Le « semestre européen », vise déjà à soumettre au Conseil et à la Commission, les budgets des Etats avant même qu'ils soient débattus par les parlements nationaux.

**Pour essayer de verrouiller totalement ce montage, les gouvernements européens veulent intégrer dans la loi fondamentale des Etats l'objectif de l'équilibre budgétaire, ce que Nicolas Sarkozy appelle « la règle d'or ». (...)**

Les citoyens et les citoyennes ne doivent pas payer les dettes qui sont le résultat de la soumission des Etats aux marchés financiers. Ces dettes sont illégitimes et les peuples ne doivent pas en faire les frais. Il faut exiger aujourd'hui un moratoire et des audits citoyens sur les dettes publiques. Dans l'immédiat, les organisations signataires appellent (...) à se mobiliser contre la constitutionnalisation de l'austérité et les parlementaires à voter contre ce texte si Nicolas Sarkozy osait malgré tout convoquer le Parlement en congrès à Versailles.»

**Signataires :** ATTAC, CGT-Finances, FASE, Fondation Copernic, GU, Les Alternatifs, Marches européennes, MPEP, NPA, PCF, PCOF, PG, Union syndicale Solidaires.



# Alors, qui êtes-vous, cher(e)s abonné(e)s ?

## Que nous avez-vous dit ?

Sur environ 900, **les 38 abonné(e)s** qui ont répondu au questionnaire paru dans le n° 223 ont gagné ... toute notre gratitude.

**MERCI.** Vous êtes notre « échantillon » qui nous permettra d'adapter notre produit.. Oh ! pardon, je m'égare, prise en flagrant délit de novlangue néo libérale. Il n'empêche. **Les 4.22% de répondants sont révélateurs de qui nous sommes.**

28 hommes et 10 femmes

**64 ans** en moyenne (la plus jeune a 46 ans, le plus âgé, 95 ans). **Ça conserve de lire ACC !**

Plus de 48 % sont abonnés depuis plus de 10 ans et 11 % depuis plus de 3 ans

**8 sont adhérents à un parti politique** (2 au NPA, 2 aux Alternatifs, 1 à Alternative Gauche, 1 à OCL (basque), 1 à POI, 1 à EELV

16 adhèrent à un syndicat

Tous adhèrent à multiples associations (et notamment 6 à *Sortir du Nucléaire*, 6 à ATTAC, 3 à la LDH, 4 à *France Palestine ...*)

### Pourquoi lisez-vous ACCpES ?

**Parce qu'il est essentiel de garder des journaux libres et autoproductifs** (les 38 l'ont dit)

**Parce que la ligne éditoriale vous convient et vous la définissez comme étant :**

*«radicale», «militante et vraiment de gauche», «sans concession et claire», «à l'ancienne (lutte de classes) et donc moderne», «utile aux pratiques anticapitalistes», «objective, indépendante et non partisane», «très pertinente», «qui complète bien les autres publications alternatives», «hors langue de bois consensuelle», «bien documentée», «que je n'ai pas trouvée ailleurs même si je ne suis pas toujours d'accord»... Qu'est-ce qu'on est bons !!!*

Globalement, tous lisent tous les articles (quoique certains avouent que non) qu'ils soient sur la politique en

France, la situation économique, les luttes sociales en France, les événements économique-politiques à l'étranger, l'écologie. Vous souhaiteriez trouver des articles sur :

manuels et leur épanouissement. La protection de la nature.

Mais, rien ne vous interdit d'écrire, vous aussi ... y a pas d'raison que ce soit toujours les mêmes qui s'y collent (et c'est souvent ça, regardez les signatures des articles. Y a pas que des bons élèves)

**Vous trouvez la rubrique Rencontres et lectures très intéressante car rares sont les journaux qui présentent celles que l'on trouve dans ACC ... encore un compliment. Attention, ça frise le fayotage... Non, non il n'y a pas de prix au plus «pourlèchant»**

Mais, ça ne pouvait pas durer ... soyons réalistes.

**Sur la présentation : personne ne la trouve très agréable** (faut pas pousser !), **19** la trouvent agréable, **8** ne la trouvent pas agréable du tout et **11** ne se prononcent pas ... ah ! Les abstentionnistes ! **16** la trouvent trop dense et **15**, non, les autres n'en disent rien. **80 %** trouvent les dessins nécessaires (Dédé, tu sais ce qu'il te reste à faire). Et si l'on n'avait pas compris, vous avez même osé : *«présentation assez rigide, assez austère», «caractères trop petits et trop denses» « sur 3 colonnes, difficile à lire» «mise en page minimaliste et vieillotte à l'heure des logiciels performants et pas chers» «pagination rébarbative faisant confondre la revue avec un tract» «rendre plus lisible en introduisant des sous-titres» «se rapprocher de la présentation de Fakir» «un A3 plié avec des photos et dessins pour casser les blocs texte», et quand même, un abonné compatissant «vous faites selon vos moyens» ...*

### Alors, une version électronique ?

**15** ne sont pas d'accord. **30** sont d'accord mais en complément (pas à la place de la version papier). **2** sont d'accord pour la seule version électronique. Alors, SOS aux spécialistes des logiciels performants et pas chers !

Et tant qu'on y est dans ce qui ne va pas : *«le point de vue féministe est quasi absent. Y a-t-il une rédactrice dans votre équipe ?»* Oui, mais c'est pas interdit aux hommes d'écrire des articles féministes, non mais ! *«les articles trop longs sont renvoyés à plus*



- La logique capitaliste, le productivisme et la destruction de la planète. Comment remplacer le capitalisme ? Les mécanismes monétaires internationaux et la dette des pays pauvres. Les institutions politiques bourgeoises, ouvrières et démocratiques

- Des sociétés aux modes de représentation différents. Les personnalités qui ont marqué l'Histoire. L'évolution des pays d'Amérique latine. Sur des écrivains comme Octave Mirbeau, Léo Campion, Sébastien Faure. La culture et la création artistique.

- La construction d'une nouvelle société, comment prendre le pouvoir ? L'autonomie économique individuelle et collective. Les actions de luttes contre les médias, contre la publicité, contre la consommation, contre la militarisation du monde, contre la cléricisation, contre l'exploitation des pays pauvres. Les luttes féministes. Le rôle des étrangers en France. Les travailleurs

tard ou aux oubliettes» «style et vocabulaire parfois un peu indigestes» «articles quelquefois difficiles à lire car «très intellos» (on lui a dit) «l'antilibéralisme de certains articles m'irrite souvent» «parfois un côté anti NPA pas toujours justifié» «l'impact marxiste sur les mentalités individuelles et consuméristes d'aujourd'hui me semble toujours décalé ou difficile» «nombreuses fautes d'accords» (c'est promis, on fera encore plus attention) «nombrilisme et égo de certains articles» (y a pas de nom, ouf !)

## Le contenu :

Les arguments sont largement utilisés et sans difficultés mais 11 le trouvent difficile d'accès pour les jeunes, 10 disent le distribuer avec difficultés. «La qualité de certains articles fait qu'ils sont difficiles à lire sans solides références» «certains articles sont faits pour des militants aguerris»... «Un peu d'effort la jeunesse !», Nelly (93 ans)

Et on vous a gardé le meilleur pour la fin ... c'est en vrac :

«les éditos toujours percutants» «très intéressant et utile» «des articles de qualité, riches et en lien avec les pratiques dans lesquelles les anticapitalistes sont impliqués» «études fouillées, dossiers très complets» «analyses sur le monde syndical particulièrement pertinentes» «la profondeur des analyses étalées sur plusieurs numéros : bien» «véritable presse de Gauche» «maintenez contre vents et marées une ligne révolutionnaire» «l'approche marxiste reste intéressante et d'actualité dans notre monde politique» «vous assumez en toute modestie ne pas avoir la science infuse, vous n'êtes pas sectaires tout en étant critiques» «on a besoin de presse militante comme celle-ci. Plus le monde est dur, plus on a besoin de ces analyses sans illusion» «ça change de la presse syndicale officielle»

Et je vous dis pas le nombre de «continuez» «bonne route» «ne lâchez rien» «Bravo» «c'est bien», certains sont même très ambitieux «il faudrait qu'ACC s'étoffe et devienne un vrai journal. Difficile, je sais» «le bulletin n'est pas présent dans les points presse de la Sarkozy démocratique !»

Mais que vos compliments ne nous fassent pas oublier **«C'est bien de demander l'avis des lecteurs et d'en tenir compte»** ... promis ... on fera ce qu'on peut ... avec votre soutien ...

Ouf ! Je remercie les 862 abonnés qui n'ont pas répondu car j'y aurais passé toutes mes vacances !

Odile M

## Un « congrès imposture » sur le terrorisme

Par Alain Gresh (paru sur le blog du Monde diplomatique le 18 juillet 2011)

Du 15 au 17 septembre à Paris, se déroulera le VIIe congrès international des victimes du terrorisme, sous le haut patronage de Nicolas Sarkozy. Qui pourrait y trouver à redire ? Des victimes ou des proches des victimes, en provenance de 35 pays, qui témoignent de leur douleur, quoi de plus émouvant ?

La liste des attentats s'étale sur plus de cinquante ans et commence avec l'attentat contre le Milk Bar à Alger en 1956. On y trouve ceux des Brigades rouges en Italie (mais pas ceux commis à la même époque par les groupes d'extrême droite, notamment celui de la piazza Fontana, attribué à l'extrême gauche et dont on sait qu'il fut commis par l'extrême droite et marqua le début des années de plomb) ; celui contre l'avion de Habyarimana en 1994 (mais pas un mot sur le génocide du Rwanda qui a suivi), deux attentats en Israël durant la seconde Intifada, mais rien sur les milliers de Palestiniens tués par des tirs et des bombardements israéliens... Et tout est à l'avenant.

La mention de l'attentat du Milk-bar à Alger le 30 septembre 1956 est intéressante. Là aussi, voici un attentat qui ne peut que susciter l'indignation. Une bombe dans un bar, qui fait 11 morts : qui pourrait approuver cette « lâche action » du Front de libération nationale (FLN) ? Pourtant, il suffit d'ouvrir un livre d'histoire ou de consulter Wikipédia (ce que je fais régulièrement, n'ayant pas les préventions de beaucoup, mais il faut vérifier) pour établir le contexte. La guerre a commencé le 1er novembre 1954, les combats se sont intensifiés, des négociations secrètes entre Paris et le FLN se déroulent durant l'été. C'est le moment, selon Wikipédia, que choisit André Achiary, ex-officier du SDECE qui fut sous-préfet dans le Constantinois au moment du massacre de Sétif (1945), pour monter l'attentat de la rue de Thèbes, dans la Casbah d'Alger, dans la nuit du 10 août 1956, qui fait 16 morts et 57 blessés, et marque un tournant dans la guerre d'Algérie. « Patrick Rotman souligne ainsi, dans *L'Ennemi intime (2002)*, qu'à Alger, le contre-terrorisme a précédé le terrorisme », mais la guerre d'Algérie a commencé depuis plus de deux ans. Yacef Saâdi, qui était alors le chef militaire FLN de la Zone autonome d'Alger, déclarera

ensuite à la journaliste Marie-Monique Robin : « Jusqu'au massacre de la rue de Thèbes, nous ne faisons des attentats à Alger qu'en réponse à des arrestations massives ou à des exécutions. Mais là, nous n'avions plus le choix : fous de rage, les habitants de la Casbah ont commencé à marcher sur la ville européenne pour venger leurs morts. J'ai eu beaucoup de mal à les arrêter, en les haranguant depuis les terrasses, pour éviter un bain de sang. Je leur ai promis que le FLN les vengerait. » Pourquoi les organisateurs n'ont-ils pas invité les familles des victimes de l'attentat de la rue de Thèbes ?

C'est que le parti pris est clair : les coupables ce ne sont jamais les Etats (ni les colons), ce sont toujours les peuples qui luttent contre l'oppression. Qui se soucie des centaines de milliers de victimes de l'agent orange, ce défoliant utilisé par les Etats-Unis au Vietnam et qui continue jusqu'à aujourd'hui à faire naître des enfants sans bras, sans jambes ? Qui se soucie des victimes du terrorisme d'Etat français en Algérie ou israélien en Palestine ? Qui se soucie des morts tchétchènes tombés sous les balles russes ?

Seule « anomalie » dans la liste des invités à la réunion de Paris, celle faite aux victimes des attentats des Moudjahidin du peuple en août 1982. Une occasion de faire venir à Paris des représentants du régime de Téhéran ?

Les amalgames et les oublis de l'Association française des victimes du terrorisme ne peuvent surprendre quand on connaît les activités de ce groupe et ses liens avec Jean-Louis Bruguière, l'ancien magistrat anti-terroriste, qui est « membre solidaire de l'AFVT.org ». De plus en plus contesté par ses anciens collègues, responsable de nombreuses fautes professionnelles dans ses enquêtes, il a surtout eu les faveurs de l'administration Bush dans sa guerre contre le terrorisme, guerre qui a fait bien plus de victimes que Ben Laden et Al-Qaida. Il a tenté de se reconverter au Parlement sous la bannière de l'UMP et de M. Sarkozy en 2007, mais a été heureusement battu.

Alain Gresh

# Rencontres et lectures à contre courant

## Le M'PEP

ACC n'a jamais cité le **M'PEP** (*Mouvement Politique d'Education Populaire*), nous reproche une lectrice. C'est vrai. Corrigeons. Ce groupe, dont fait partie Nikonoff (ex responsable d'ATTAC et d'UTC), a déposé des statuts de parti politique et entend promouvoir un socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle, en défendant les valeurs de la République, de la laïcité, de l'internationalisme. Pour le **M'PEP**, il faut s'engager, se politiser, s'émanciper : après 1789, 1936, 1945, 1968, 2005, d'autres victoires sont possibles.

En vous rendant sur le site [www.m-pep.org](http://www.m-pep.org), vous découvrirez une critique sans concession du projet de programme que le Front de gauche vient de rendre public dans la perspective de la candidature Mélenchon. Tout en ayant été aux côtés du Front de gauche lors de quelques campagnes électorales, le **M'PEP** lui reproche l'ambiguïté de ses propositions sur le plan économique et social, en lui opposant l'impérieuse nécessité de se donner réellement les moyens de rompre avec l'eurolibéralisme. Pour le **M'PEP** - très soucieux de la légalité nationale de sa démarche -, cela passe notamment par la sortie de l'UE et de l'Euro et par l'organisation d'un ou plusieurs référendums pour réviser la Constitution française qui, placée sous la dépendance du droit européen, ne fait que «*constitutionnaliser le néolibéralisme*».

Si l'effet que produirait une dynamique sociale forte n'est pas vraiment évoqué, cette analyse du projet mélenchonnesque est juridiquement très fine et les contre-propositions sont très détaillées : vous ne regretterez pas votre visite sur le site du **M'PEP**. Lequel, cependant, ne se demande pas pourquoi le programme du Front de gauche est si flou et ambigu. L'opportunisme électoral n'y serait pas pour quelque chose ?...

## Avis au consommateur

En trente ans, la Chine est devenue l'immense usine qui fournit au consommateur occidental toute la camelote dont les marchés sont inondés. Comment s'est produit ce «miracle» ? Plus de deux cents millions de paysans ont quitté leurs villages pour aller se faire embaucher dans les usines de la côte.

Seize paysannes devenues ouvrières racontent leur aventure, souvent cruelle, une fois débarquées dans les villes où sévit un système d'exploitation féroce. Bas salaires, horaires démentiels, discipline brutale, encasernement - les conditions décrites par les femmes qui témoignent dans cet ouvrage révèlent de véritables bagnes industriels. Pourtant, rentrées au village avec un pécule, elles ne tardent pas à repartir, car la ville a ouvert leur horizon et offert la possibilité de nouer des liens amicaux ou amoureux hors du carcan patriarcal et d'échapper mariages forcés. Elles y découvrent aussi la lutte, les grèves et la force de la solidarité ouvrière. C'est alors un va-et-vient incessant entre le village arriéré auquel on reste attaché sentimentalement et la ville où l'on cherche à s'émanciper, malgré l'exploitation féroce. On lira ces témoignages - recueillis récemment par une sociologue de Hong Kong - avec d'autant plus d'intérêt que ce genre de document est rare en français et qu'il devrait titiller quelque peu la bonne conscience repue du consommateur occidental.

«*Avis au consommateur*» - *Chine : des ouvrières migrantes parlent* de Pun Ngai est paru aux Editions L'insomniaque. 160 pages. 15 euros.

## Engagements

"Les idées, si justes soient-elles, ne sont jamais que des idées et n'ont jamais rien révolutionné dans l'histoire par elles-mêmes : y sont parvenues celles qui ont rencontré les intérêts de groupes sociaux suffisamment larges et puissants qui leur ont donné la force et l'impact nécessaires pour abattre les citadelles du conservatisme."

Cet ensemble de textes - dont certains sont inédits ou introuvables, d'autres parus dans «*La Décroissance*» ou «*Le Sarkophage*» - constitue à la fois un exercice d'analyse de l'actualité politique, une critique des médias et une socio-analyse des classes moyennes dans la reproduction de l'ordre social. Pour l'auteur, cette démarche prend sa source au moment de la guerre d'Algérie, alors qu'en jeune étudiant en philo il rencontre Pierre Bourdieu et participe à sa première enquête de terrain.

«*Engagements*» - *Chroniques et autres textes* (2000-2011) d'Alain Accardo est préfacé par Thierry Discepolo et suivi d'un entretien avec Paul Aries, Raphaël Desanti, Sophie Divry, Samuel Foutoyet, Cedric Lefebvre, et Giancarlo Rossiet. Il est paru aux Editions Agone (BP 700 72 13192 Marseille cedex 20). 312 pages, 16 euros.

## Une crise de civilisation ?

Un livre, en fait un supplément à la revue *Transform !*, rassemble les contributions des nombreux intervenant-e-s au colloque «*Une crise de civilisation ?*» organisé par *Espaces Marx*, en collaboration avec la *Fondation Gabriel Péri* et *Transform !* en janvier 2011. Vous trouverez dans ce livre (supplément de la revue *Transform !*) toutes ces contributions, organisées autour des cinq problématiques majeure abordées : crise planétaire, crise du capitalisme, nouvelle conception du développement humain, une nouvelle démocratie du local au mondial, les nouvelles conditions de la lutte de classe.

Au sommaire, notamment : *Nous ne nous faisons pas confiance, nous ne nous aimons plus* (Ariane Mnouchkine), *Crise planétaire et crise alimentaire* (Jean Ziegler), *Remettre en cause la domination de l'argent prédateur* (Alain Obadia), *Prendre en compte tous les aspects de la répartition du revenu* (Michel Husson), *Comment concrétiser, cristalliser les rêves, les utopies, le « buen vivir » ?* (Pedro Paez), *L'enjeu : intervenir sur le partage de plus en plus inégalitaire de la richesse produite* (Stéphanie Treillet), *La gauche est timide face au pouvoir monétaire !* (Denis Durand), *Inventer un autre mode de production et d'existence* (Guy Carassus), *Cachez ce travail que je ne saurais voir...* (Gérard Mordillat), *Sciences et démocratie* (Michèle Descolonges), *La gauche n'a pas de pensée du politique* (Marcel Gauchet), *Une sortie du système démocratique théorisée* (Patrick Coulon), *Lutte de classes et luttes d'idées* (Isabelle Garo), *Crise économique, action collective et projet politique* (Michel Vakaloulis)...

«*Une crise de civilisation ?*» - Colloque d'*Espaces Marx* - 28/29 janvier 2011. Pour Passer commande indiquez vos nom, prénom et adresse postale (+ n° tél. ou adresse courriel) à : «*Espaces Marx*» 6 avenue Mathurin Moreau, 75167 Paris cedex 19 (Fax : 01 45 35 92 04 - Tél. : 01 42 17 45 10° Prix d'un exemplaire : 10 euros (+ 3 euros de frais de port). Chèque à l'ordre de «*Espaces Marx*». Disponible en ligne sur : [espaces-marx.net](http://espaces-marx.net). Version audio disponible sur le même site.

## A nos lectrices et lecteurs

Après la Libération, la libre circulation des idées paraissait essentielle pour éviter de nouvelles horreurs. C'est ainsi que - inspirées du programme du CNR - des dispositions ont été prises pour favoriser la diffusion de la presse écrite. La Poste - qui était alors un Service Public - devait apporter sa contribution en acceptant de distribuer les journaux à un tarif inférieur au coût réel.

Cela fait maintenant une vingtaine d'années que "socialistes" et libéraux s'ingénient à détruire ce dispositif qui a le tort à leurs yeux d'entraver la recherche de profit et donc de retarder la privatisation de la Poste. Résultat: des milliers de petites revues comme la nôtre ont disparu, victimes de contraintes financières et matérielles de plus en plus lourdes. La Poste - qui n'est plus un service public - vient de nous imposer une nouvelle contrainte qui nous amène à ne plus insérer l'encart qui nous permettait d'alerter lectrices et lecteurs en fin d'abonnement ou de prospection. Mais on s'accroche ! Et...

...Nous faisons appel à votre vigilance et nous vous demandons d'observer le rabat de l'étiquette autocollante ci-dessous à gauche :

**Si un gros point rouge apparaît à gauche de ce texte sur le rabat de l'étiquette/adresse autocollante, (ré) abonnez-vous !**

Pour se (ré)abonner, vous pouvez utiliser le bulletin imprimé en haut, à droite, de cette page (ou l'imprimer à partir du site internet).

Vous pouvez aussi le faire sur papier libre; **c'est plus pratique pour nous fournir aussi - si vous le pouvez - nom(s) et adresse(s) de personne(s) qui pourrai(en)t être intéressée(s) par ACC** que nous leur enverrons en prospection, avec mention de votre nom (c'est un des rares moyens dont nous disposons pour susciter de nouveaux abonnements et... survivre !).

Nous proposons plusieurs formules :

- **Le (ré)abonnement simple: 10 €** (un an pour 10 n°)
- **Le (ré)abonnement de soutien** (un an pour 10 n°) : **15 €, 20 €, ou plus - si vous le pouvez - en soutien.**
- **Le (ré)abonnement/diffusion : 20 €** (4 exemplaires par numéro, sur un an, expédiés à votre adresse).
- **Le (ré)abonnement/parrainage : 15 €** (votre (ré)abonnement + un (ré)abonnement pour une personne de votre choix dont vous nous indiquez l'adresse).

Chèque à l'ordre d' "A Contre Courant", avec nom(s) et adresse(s) sont à envoyer à : **A CONTRE COURANT BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2**

- Vous pouvez aussi vous (ré)abonner avec paiement Paypal sur notre site (voir références ci-contre).

### COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX  
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION  
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

## BULLETIN DE (RE)ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros  
 de SOUTIEN . . . . . Euros  
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP

Dispensé de timbrage

n° 0213 G 87630

Mulhouse-CTC

**A CONTRE COURANT**  
(service abonnements)  
**BP 12123**  
**68060 MULHOUSE cedex 2**



**P R E S S E**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 04/08/2011

## Sommaire

- Page 1 ..... Edito : L'alternative  
Page 2 et 3 ..... La liberté plutôt que Frontex !  
Page 4 à 6 ..... La hausse des inégalités de revenus  
Page 7 et 8 ..... Atomes très crochus...  
Page 9 ..... Dette publique : comprendre pour agir  
Page 10 et 11 ..... 4 raisons pour abolir les dettes  
Page 12 Dette publique : ils l'utilisent pour cogner  
Page 13 et 14 . Qui êtes-vous cher(e)s abonné(e)s?  
Page 14 ..... Terrorisme :Un «congrès imposture»  
Page 15 ..... Rencontres et Lectures  
Page 16 ..... A nos lectrices et lecteurs

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>

Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :

**JEAN FORTCHANTRE** 1 rue Victor Hugo  
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE